Le Programme d'Urgence pour régler les priorités

Accès difficile à l'eau potable et à l'électricité, manque d'infrastructures de base, enclavement, insalubrité…autant de problèmes à régler dans ce vaste chantier qu'est la République Démocratique du Congo. Quelque peu essoufflé, l'Etat congolais ne sait par où commencer. Pourtant, il y a des urgences. Voilà ce qui justifie la mise en place, dans l'action de la Coopération Technique Belge, d'un programme d'Urgence (PU).

Ce programme, comme son nom l'indique, devait démarrer rapidement après les élections, avec des actions concrètes directement perceptibles sur le terrain par les populations les plus démunies afin de leur faire profiter des avantages de la paix et de la démocratie retrouvée. Les actions mises en œuvre visent à améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres de manière immédiate et évidente. Le PU a démarré le 4 août 2006 et devra, en principe, se terminer en octobre 2008. Avec un budget de 25 millions d'euros, ce programme s'exécute en 8 volets dans la restauration des services essentiels et d'infrastructures de base (adduction d'eau potable, assainissement, désenclavement, achat de bus et voiries) dans les quartiers pauvres de trois grandes villes du pays (Kinshasa, Lubumbashi et Mbuji Mayi). Il compte également des activités de réhabilitation des routes et bacs pour désenclaver les zones rurales. Le désensablement du port de Kalemie est également à l'ordre du jour ainsi que l'achat de 300 bus pour le transport des étudiants de l'Université de Kinshasa.

A Kinshasa, la zone d'intervention est la partie Est de la ville avec les communes de Masina, Kimbanseke, Ndjili, Kisenso, Ngaliema, Makala, Mont-Ngafula, Lingwala et Nkishasa. Le premier volet du PU à Kinshasa concerne les **travaux de voiries et d'assainissement**. Il sied de noter que l'un des principes directeurs du programme repose sur la création massive d'emplois à court et moyen terme grâce à la méthode HIMO (Haute intensité de main d'œuvre). Ainsi, la main d'œuvre est recrutée au sein de la population locale sauf s'il y a besoin d'une intervention des experts. Ceci permet également la distribution de revenus supplémentaires dans un milieu urbano-rural confronté à un sous-emploi saisonnier et à une très faible monétarisation des activités. Pour le cas de l'assainissement, plus de 1000 hommes et femmes travaillent quotidiennement dans les quartiers les plus pauvres de la capitale.

Les travaux de **voirie** consistent principalement en la réhabilitation des chaussées dans la partie Est de Kinshasa ; la construction des systèmes de drainage y afférant ; la construction de nouvelle bretelle ; la réhabilitation de route de desserte agricole (Axe Gare de Kimwenza – Ndjili Brasserie).

Toujours dans le cadre de l'assainissement, le PU s'occupe des **infrastructures de transport**. Les interventions sont axées sur la réhabilitation de 2000 km de routes, l'entretien de 800km, la réhabilitation de 57 ponts et de 165 km de voies fluviales dans 3 provinces du pays, à savoir le Kasaï Oriental, le Bas-Congo et Kinshasa.

A Kinshasa, le Programme d'Urgence est actif dans les communes de masina, Kimbanseke, Ndili, Kisenso, Ngaliema, Makala et Mont Ngafula

On note aussi la **réhabilitation de plusieurs collecteurs** comme les collecteurs Okapi et Hindu à Masina, Ngampani et le collecteur Mikondo dans la commune de Kimbanseke.

Des érosions arrêtées de justesse

La lutte anti-érosive constitue aussi un cheval de bataille du PU. Phénomène naturel, les érosions, particulièrement à Kinshasa, sont également dues à la négligence des populations suite au non respect des consignes de gestion des eaux pluviales.

Se lançant dans cette lutte, la CTB, à travers le PU, s'emploie à replanter des arbres rampantes, à construire des digues en sacs de sable et à creuser des bassins de rétention d'eau. Une des réalisations du PU en cette matière est celle qui a eu lieu au quartier Ngandu. Une érosion avait coupé l'axe Ndjoku et presque enclavé les habitants du quartier mais depuis le mois d'août 2006, le PU a mené une opération de grande envergure en posant près de 87.000 sacs pour reconquérir la route. En dehors de ce site, deux autres quartiers sont menacés par des têtes d'érosion. Il s'agit de Kasa Vubu et Kikimi. Le PU s'emploie à les arrêter comme il l'a fait bien avant, dans les quartiers Biyela et Sakombi à Masina. Les premiers acteurs de la lutte anti-érosive sont les riverains avec l'aide de l'Office de Voiries et drainage (OVD).

Tous ces travaux sont exécutés avec le concours du personnel technique de la CTB au sein du programme et des services de l'Etat assurant la gestion de ces infrastructures. Les grands travaux de la ville de Kinshasa, signale-t-on, vont débuter dans la deuxième quinzaine du mois de juin.

Elyse Odiekila

Le Programme d'Urgence à Kinshasa

Objectif général: Faciliter la consolidation, la réconciliation et la pacification, en rendant perceptible la volonté nationale de reconstruction du pays.

Objectifs spécifiques: Améliorer les conditions de vie des populations pauvres par :

La création d'emplois à court et moyen terme (travaux à haute intensité de main-d'œuvre (méthode HIMO) ;

Une meilleure accessibilité à l'eau potable ;

Un assainissement des quartiers prioritaires ;

Une amélioration de l'accessibilité des mêmes quartiers et

Le désenclavement de certaines zones.

Budget: 25 millions € pour la RDC dont 11 millions € pour Kinshasa.

Durée: 2 ans (2006—2008)

Assainissement de Kinshasa : L'affaire de tous

Le manque d'assainissement est la cause principale des problèmes d'insalubrité et d'environnement dans la ville de Kinshasa. On observe une déficience dans la gestion des déchets domestiques, le drainage des marais des eaux des pluies, des eaux stagnantes susceptibles de constituer des gîtes pour les vecteurs des maladies et agents de nuisance.

Outre les déchets solides et les eaux usées domestiques dont la gestion reste, à ce jour, inefficace, il y a lieu d'ajouter ceux provenant du mauvais fonctionnement des latrines publiques installées dans les écoles, les marchés, les campas militaires…La plupart de ces installations sont vétustes et datent de l'époque coloniale.
L'insalubrité due à une mauvaise évacuation des

immondices et des eaux usées ainsi qu'à un relâchement des activités de désherbage parcellaire, de désinsectisation et de dératisation autrefois pratiquées par le service d'hygiène, entraînent comme conséquence, la prolifération des insectes et des maladies telles que le paludisme, la trypanosomiase, la peste, l'onchocercose…
A cela s'ajoutent les problèmes liés à la pollution dans la ville de Kinshasa. Elle compte en effet environ 54% d'industries implantées en RDC. Certaines de ces industries contribuent directement ou indirectement à la pollution des eaux et de l'environnement. C'est notamment le cas de la savonnerie et de l'industrie pétrolière.
Tous les éléments ci haut énumérés et tant d'autres démontrent à suffisance que l'insalubrité a atteint son point le plus extrême dans la capitale congolaise, jadis appelée «Kinshasa, la Belle». Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit devenue «Kinshasa, la poubelle.»

Aux grands maux, les grands remèdes

Beaucoup d'enquêtes et autres études signalent que les maladies liées à l'insuffisance d'assainissement du milieu représentent près de 47 % de l'ensemble des cas de maladies à Kinshasa. Parmi ces maladies, on note la diarrhée, la parasitose, les infections respiratoires aigues ainsi que d'autres maladies transmissibles. La plupart de ces maladies présentent quelquefois des allures épidémiques. C'est le cas du choléra essentiellement transmise par l'eau contaminée ou par des aliments souillés.

La non amélioration de ces conditions pourrait faire de Kinshasa un foyer endémique pour diverses maladies y compris celle de péril fécal telles que la dysenterie bacillaire, la fièvre typhoïde, l'hépatite infectieuse…Toutefois, de tels risques peuvent être évités de justesse grâce à des actions et une politique de communication bien élaborée au niveau de la structure urbaine chargée de l'hygiène.

Le degré de l'insalubrité de la capitale de la RDC exige que l'Etat mette de gros moyens et mène des actions concrètes sur le terrain. Ce travail ne peut être réalisé et réalisable qu'avec le concours des organisation non gouvernementales du secteur ainsi que des partenaires extérieurs. Mais, au delà de tout, il faut une implication de la population kinoise pour mener à bien ces actions.
Il revient donc à l'Hôtel de Ville de Kinshasa de redynamiser sa structure chargée de l'hygiène. Le champ d'activités de service d'hygiène doit être défini sur le plan humain par un recensement médical de la population, la mise en place d'une police sanitaire de contrôle mensuel du personnel des hôtels, restaurants, bars… Du point de vue environnemental, les efforts doivent être déployés dans l'évacuation des matières usées liquides et solides, le débroussaillement des terrains vagues, le drainage des marais, la rectification des rivières…

Face aux vecteurs des maladies transmissibles, le service d'hygiène doit effectivement œuvrer pour la détection et la neutralisation de différentes gîtes larvaires. Il doit surveiller ces vecteurs par le prélèvement des larves et la capture des adultes.

Quant au service de salubrité publique, elle aura pour tâche d'aménager, moderniser et embellir les infrastructures urbaines par le curage des caniveaux, le nettoyage et le désensablement des artères principales de la ville, l'évacuation des immondices…Dans ce dernier cas, il faut signaler que certains déchets plastiques peuvent devenir une source de revenu pour la ville grâce à un recyclage. Ceci pourrait éviter la pollution en matière plastique.
«L'Union fait la force », dit-on. L'assainissement de ce vaste chantier qu'est la ville de Kinshasa exige la contribution de tous. L'autorité urbaine, les ONG, les partenaires extérieurs ainsi que la population elle-même sont appelés à mettre la main dans la pâte pour rendre Kinshasa « plus belle qu'avant ».

Elyse Odiekila